FINANCES DE L'ONTARIO

Ontario

RÉSUMÉ FINANCIER (en millions de dollars)	Chiffres provis. 2009-2010	2010-2011 Plan budgét.	2010-2011 Perspect. actuelles	2010-2011 Variation en cours d'exercice
Revenus	**96 409**	**106 867**	**106 881**	**14**
Charges				
Programmes	108 809	115 896	115 896	–
Intérêt sur la dette[1]	8 930	9 961	9 961	–
Total des charges	**117 739**	**125 857**	**125 857**	–
Réserve	–	700	700	–
EXCÉDENT / (DÉFICIT)	**(21 330)**	**(19 690)**	**(19 677)**	**14**

[1] L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 109 millions de dollars en 2009-2010 et à 212 millions de dollars en 2010-2011.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES POUR 2010-2011

Le budget de l'Ontario de 2010 comportait un plan pour éliminer le déficit d'ici 2017-2018. Le gouvernement est toujours déterminé à gérer les dépenses, éliminer le déficit et assurer la viabilité financière à long terme de la province.

Les résultats du premier trimestre indiquent que la province est en voie d'afficher un déficit de 19,7 milliards de dollars en 2010-2011 comme cela avait été prévu dans le budget de 2010.

Les revenus de la province devraient être légèrement plus élevés que les prévisions indiquées dans le budget de 2010. Cette variation est attribuable à deux postes de revenus : premièrement, la part de la province des règlements liés à des poursuites potentielles ayant trait au tabac et deuxièmement, les coûts permanents de continuer à exempter de la taxe de vente au détail les Indiens inscrits de l'Ontario en vertu de la taxe de vente harmonisée. Les charges totales prévues sont conformes au plan budgétaire de 2010, illustrant l'engagement pris par la province de freiner la hausse des charges de programmes.

Les prévisions économiques pour l'Ontario se sont améliorées depuis la publication du budget de 2010, même si la vigueur de la reprise économique à l'échelle mondiale, par le fait même celle de l'Ontario, suscite toujours des inquiétudes. Désirant continuer à faire preuve de prudence dans sa gestion financière, le gouvernement maintient le montant intégral de la réserve et le reste du fonds de prévoyance pour protéger les perspectives financières de 2010-2011 contre tout changement défavorable.

Les résultats définitifs pour 2009-2010 seront mis à jour plus tard cet été dans les Comptes publics de l'Ontario. D'autres renseignements sur le plan financier de la province seront fournis dans de futures mises à jour financières.

For further information contact
Communications and Corporate Affairs Branch
(416) 325-0333
Frost Building North, Queen's Park
Toronto M7A 1Z1

On peut consulter ce document sur Internet à http://www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances/2010/

This report is available in English.
Pour plus de renseignements, contactez la Direction des communications et des affaires ministérielles, 416 325-0333
Édifice Frost Nord, Queen's Park, Toronto M7A 1Z1

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2010

RÉSULTATS FINANCIERS

REVENUS DE 106,9 MILLIARDS DE DOLLARS

Les perspectives de revenus en 2010-2011, qui s'établissent à 106 881 millions de dollars, sont supérieures de 14 millions de dollars aux prévisions budgétaires de 2010. Les modifications aux perspectives de revenus pendant le premier trimestre découlent notamment de ce qui suit :

- Une augmentation de 76 millions de dollars au titre des **transferts du gouvernement du Canada**, représentant la part revenant à l'Ontario des accords de règlement au civil conclus le 13 avril 2010 par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux avec les fabricants de tabac JTI Macdonald Corp. et R.J. Reynolds Tobacco Company pour éviter des poursuites civiles potentielles en ce qui a trait à la circulation de tabac de contrebande au début des années 1990.
- Une diminution de 62 millions de dollars des **revenus fiscaux** en raison des coûts permanents de continuer à exempter de la taxe de vente au détail les Indiens inscrits de l'Ontario en vertu de la taxe de vente harmonisée.

Les perspectives de revenus font face à des risques considérables, tout particulièrement la vigueur de la reprise économique. Selon des données récentes et des prévisions du secteur privé, la croissance économique pour 2010 risque d'être plus importante que ce qui était prévu dans le dernier budget. Cependant, la vigueur de la croissance économique mondiale suscite des inquiétudes. Le ministère des Finances continuera à surveiller les résultats économiques et les revenus perçus, et fournira d'autres renseignements dans de futures mises à jour financières.

TOTAL DES CHARGES DE 125,9 MILLIARDS DE DOLLARS

Les charges totales prévues de 2010-2011 s'établissent à 125 857 millions de dollars, ce qui est conforme aux prévisions du budget de 2010. Les modifications aux charges des programmes ministériels au cours du trimestre découlent notamment de ce qui suit :

- **Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse :** Diminution de 0,9 million de dollars en raison du transfert au ministère de l'Éducation des responsabilités entourant les politiques et les programmes relatifs à la garde d'enfants.
- **Ministère de l'Éducation :** Augmentation de 0,9 million de dollars en raison du transfert des responsabilités entourant les politiques et les programmes relatifs à la garde d'enfants qui incombaient au ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.
- **Ministère des Affaires municipales et du Logement :** Augmentation de 1,0 million de dollars pour fournir une aide spéciale aux collectivités de la région de Leamington qui doivent assumer les coûts de nettoyage et de reconstruction liés aux dommages causés par une tornade en juin.
- **Fonds de prévoyance pour le fonctionnement :** Diminution de 1,0 million de dollars pour contrebalancer l'augmentation des charges de fonctionnement du ministère des Affaires municipales et du Logement.

Les charges liées à l'**intérêt sur la dette** prévues pour l'exercice restent inchangées par rapport au budget de 2010.

RÉSERVE DE 0,7 MILLIARD DE DOLLARS

Les perspectives financières actuelles comportent toujours une réserve de 0,7 milliard de dollars, prévue dans le budget de 2010, pour protéger le plan financier contre d'autres changements négatifs dans les revenus et les charges de la province et pour aider à atteindre les objectifs budgétaires du gouvernement.

PRINCIPALES STATISTIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES[1]
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Chiffres provisoires 2009-2010[2]	Perspect. actuelles 2010-2011
Revenus	**96 640**	**103 579**	**96 933**	**96 409**	**106 881**
Charges					
Programmes	85 540	94 065	94 776	108 809	115 896
Intérêt sur la dette[3]	8 831	8 914	8 566	8 930	9 961
Total des charges	**94 371**	**102 979**	**103 342**	**117 739**	**125 857**
Réserve	–	–	–	–	700
Excédent / (Déficit)	**2 269**	**600**	**(6 409)**	**(21 330)**	**(19 677)**
Dette nette[4,5]	150 618	153 188	165 864	193 226	219 978
Déficit accumulé[6]	106 776	105 617	113 238	134 568	154 245
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	560 825	584 384	585 838	566 531	591 458
Revenu des particuliers	442 945	466 229	478 834	476 481	492 205
Population de l'Ontario (en milliers) – 1er juillet	12 665	12 795	12 936	13 069	13 220
Dette nette par habitant (en dollars)	11 892	11 973	12 822	14 785	16 639
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	34 973	36 439	37 015	36 458	37 231
Total des charges en pourcentage du PIB	16,8	17,6	17,6	20,8	21,3
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	9,1	8,6	8,8	9,3	9,3
Dette nette en pourcentage du PIB	26,9	26,2	28,3	34,1	37,2
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	19,0	18,1	19,3	23,8	26,1

1 Tant les revenus que les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires, comme cela est décrit dans le budget de l'Ontario de 2010.

2 Depuis 2009-2010, les investissements dans les immobilisations corporelles moins importantes appartenant à la province sont inscrits à l'actif et amortis dans les charges. Sont comptabilisées selon la même méthode toutes les immobilisations appartenant à des organismes dont les résultats sont consolidés.

3 L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 109 millions de dollars en 2009-2010 et à 212 millions de dollars en 2010-2011.

4 La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation des actifs non financiers et, depuis le 1er avril 2007, de la variation de la juste valeur des fonds de l'Ontario Nuclear Funds.

5 Depuis 2009-2010, la dette nette comprend la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges conformément aux normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. À des fins de comparaison, la dette nette a été redressée de 2006-2007 à 2008-2009 pour se conformer à cette nouvelle présentation.

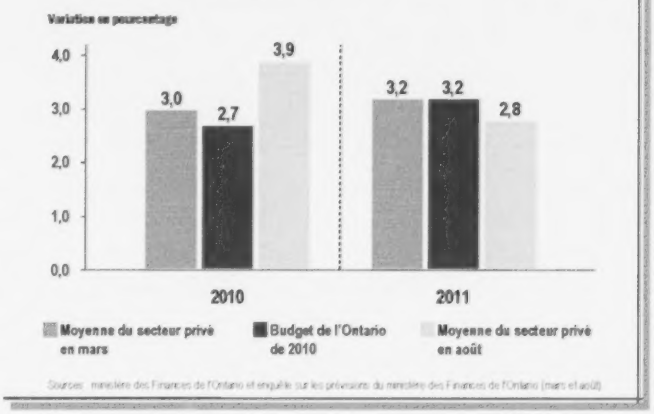
6 Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit et à la variation de la juste valeur des fonds de l'Ontario Nuclear Funds. Pour plus d'information, se rendre à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/paccts/2009.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

La reprise économique est bien amorcée en Ontario. Les perspectives pour 2010 se sont améliorées depuis la publication du budget en mars grâce à une croissance plus forte que prévu des dépenses de consommation et des exportations. En date du 6 août 2010, selon les prévisions moyennes du secteur privé, le PIB réel de l'Ontario devrait augmenter de 3,9 % en 2010, comparativement à une augmentation de 3,0 % prévue lors de la publication du budget de 2010. L'hypothèse que le ministère des Finances a utilisée pour calculer la croissance du PIB réel dans le budget de 2010 (augmentation de 2,7 %) était inférieure aux prévisions moyennes du secteur privé à ce moment-là. Toutefois, la croissance de l'économie mondiale et, tout particulièrement, la durabilité et la vigueur de la reprise de l'économie américaine font face à d'importants risques. Par conséquent, les prévisions du secteur privé en ce qui a trait à la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2011 sont passées de 3,2 % lors de la publication du budget à 2,8 % à l'heure actuelle. L'hypothèse que le ministère des Finances a utilisée pour calculer la croissance du PIB réel pour 2010 était la même que celle du secteur privé à ce moment-là.

Croissance du PIB réel de l'Ontario



Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (mars et août).

PIB RÉEL DE L'ONTARIO

- Au cours du premier trimestre civil de 2010, le PIB de l'Ontario a augmenté d'un taux annualisé de 6,2 %, soit la troisième hausse trimestrielle consécutive. Le PIB réel au cours du premier trimestre n'était que de 0,9 % inférieur au taux affiché avant la récession. La croissance du premier trimestre est attribuable à un grand nombre de facteurs, dont les exportations et les dépenses des ménages, des entreprises et du gouvernement qui ont favorisé l'augmentation du PIB réel. Les entreprises ontariennes ont augmenté leurs stocks de 1,1 milliard de dollars (dollars de 2002) au cours du trimestre, ce qui a contribué à plus de 40 % de l'augmentation du PIB au cours du premier trimestre.

MARCHÉ DU TRAVAIL

- En juillet 2010, le marché du travail a diminué de 15 000 emplois nets, après avoir affiché une hausse six mois de suite. Depuis mai 2009, le marché de l'emploi de l'Ontario a augmenté de 205 500 emplois nets, compensant ainsi la majorité des emplois perdus pendant la récession.
- Le taux de chômage est passé de 8,3 % en juin à 8,5 %; le taux moyen a été de 9,0 % en 2009.

VENTES AU DÉTAIL

- Les ventes au détail de l'Ontario ont progressé de 0,1 % en mai, après avoir affiché une baisse de 1,4 % en avril. Elles sont essentiellement retournées à leur niveau d'avant la récession. D'une année à l'autre, le taux des ventes a augmenté de 5,7 % par rapport aux cinq premiers mois de 2009.

INFLATION

- Le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario a été de 1,6 % (d'une année à l'autre) en juin. Pour la première fois depuis octobre 2009, les prix de l'essence ont subi une baisse, soit 3,2 % d'une année à l'autre.

MARCHÉ DU LOGEMENT

- Les reventes de logements en Ontario ont diminué de 10,3 %, passant à 14 485 logements en juin, soit le troisième mois consécutif de baisse. Au cours des six premiers mois de 2010, les reventes de logements étaient 19,1 % plus élevées que les faibles taux affichés pendant la récession en 2009. Le prix moyen d'un logement revendu en Ontario était de 342 427 $ en juin, une hausse de 5,2 % par rapport à l'année précédente.
- Le taux de mises en chantier en Ontario a chuté de 15,7 % et, en juin, 56 200 logements (taux annuel désaisonnalisé) ont été construits. Cette baisse a fait suite à deux hausses mensuelles consécutives. Au cours des six premiers mois de 2010, les mises en chantier de logements dans les secteurs urbains ont augmenté de 34,2 % comparativement à la même période en 2009.

VENTES DE BIENS MANUFACTURÉS ET EXPORTATIONS INTERNATIONALES

- En mai, les ventes de biens manufacturés en Ontario ont progressé de 1,5 % et atteint 20,9 milliards de dollars. Cette hausse des ventes est la cinquième augmentation mensuelle enregistrée en six mois. D'une année à l'autre, les ventes de biens manufacturés ont augmenté de 15,0 % au cours des cinq premiers mois de 2010 comparativement à la même période en 2009.
- En mai, la valeur des exportations internationales de l'Ontario (selon les données douanières) a augmenté de 9,9 % et atteint 12,6 milliards de dollars, tandis que les importations affichaient une hausse de 5,7 % pour se chiffrer à 19,8 milliards de dollars[1]. Au cours des cinq premiers mois de 2010, les exportations internationales de l'Ontario ont augmenté de 12,8 % tandis que les importations ont affiché une hausse de 11,1 % par rapport à la même période en 2009.

1 Données désaisonnalisées par le ministère des Finances de l'Ontario.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

		Annuel 2008	Annuel 2009	Trimestriel 1:2009	2:2009	3:2009	4:2009	1:2010
Production (désaisonnalisée)								
PIB réel	Ontario	(0,6)	(3,0)	(1,9)	(0,9)	0,4	1,7	1,5
PIB nominal	Ontario	0,2	(3,3)	(2,0)	(0,4)	0,8	2,5	2,3

	Annuel 2008	Annuel 2009	Mensuel 2010 Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Autres indicateurs (désaisonnalisés)							
Marché du travail							
Population active (variation en milliers)	111,0	20,6	(1,4)	(7,7)	40,7	28,1	20,7
Emploi (variation en milliers)	93,5	(161,2)	7,1	10,3	40,5	17,7	60,3
Taux de chômage (%)	6,5	9,0	9,1	8,8	8,8	8,9	8,3
Secteur des ménages							
Ventes au détail	3,9	(2,5)	0,1	3,4	(1,4)	0,1	N.D.
Mises en chantier de logements (en milliers)[1]	75,1	50,4	72,3	62,4	65,4	66,7	56,2
Reventes de logements[2]	(15,2)	8,2	4,2	2,3	(6,3)	(13,0)	(10,3)
Ventes de biens manufacturés							
Matériel de transport	(21,4)	(23,6)	0,1	2,5	0,6	3,5	N.D.
Indice des prix à la consommation[2]	2,3	0,4	1,8	1,4	2,2	1,9	1,6

[1] Les mises en chantier mensuelles de logements sont exprimées sous forme de taux annuels désaisonnalisés.

[2] Variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant.

N.D. = Données non disponibles.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Association canadienne de l'immeuble.

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

REVENUS

(en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2009-2010	2010-2011 Plan budgét.	2010-2011 Perspect. actuelles	2010-2011 Variation en cours d'exercice
Revenus fiscaux				
Impôt sur le revenu des particuliers	24 049	25 942	25 942	–
Taxe de vente[1]	17 410	19 137	19 075	(62)
Impôt sur les sociétés	5 381	7 390	7 390	–
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires[2]	5 673	5 316	5 316	–
Impôt-santé des employeurs	4 551	4 701	4 701	–
Contribution-santé de l'Ontario	2 726	2 871	2 871	–
Taxe sur l'essence	2 365	2 366	2 366	–
Droits de cession immobilière	1 022	1 023	1 023	–
Taxe sur le tabac	1 080	966	966	–
Taxe sur les carburants	646	652	652	–
Taxe sur la bière et le vin (en remplacement des droits)[3]	–	414	414	–
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	525	481	481	–
Autres	353	342	342	–
	65 781	**71 601**	**71 539**	**(62)**
Gouvernement du Canada				
Transfert canadien en matière de santé	9 737	10 217	10 217	–
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 204	4 327	4 327	–
Péréquation	347	972	972	–
Programmes d'infrastructure	969	2 146	2 146	–
Programmes portant sur le marché du travail	1 261	1 207	1 207	–
Logement social	492	487	487	–
Fonds pour la réduction des temps d'attente	97	97	97	–
Autres	1 458	4 230	4 306	76
	18 565	**23 683**	**23 759**	**76**
Revenus d'investissement dans les entreprises publiques				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 883	1 859	1 859	–
Régie des alcools de l'Ontario	1 419	1 465	1 465	–
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	797	844	844	–
Autres	(1)	(4)	(4)	–
	4 098	**4 164**	**4 164**	**–**
Autres revenus non fiscaux				
Remboursements	1 375	1 095	1 095	–
Droits – permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 045	1 067	1 067	–
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	912	916	916	–
Ventes d'électricité	1 436	1 385	1 385	–
Ventes et locations	645	673	673	–
Autres droits et permis	710	749	749	–
Droits sur la bière et le vin (remplacés par une taxe)[3]	458	115	115	–
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	348	339	339	–
Redevances	184	195	195	–
Autres	852	885	885	–
	7 965	**7 419**	**7 419**	**–**
TOTAL DES REVENUS	**96 409**	**106 867**	**106 881**	**14**

1 En 2010-2011, la taxe de vente comprend la taxe de vente au détail et la taxe de vente harmonisée. Le 1er juillet 2010, la taxe de vente au détail a été remplacée par une taxe sur la valeur ajoutée et combinée avec la taxe sur les produits et services fédérale pour créer une taxe de vente harmonisée administrée par le gouvernement fédéral.

2 Comme cela est décrit dans le budget de 2010, les revenus tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont désormais imputés aux revenus plutôt que d'être déduits des charges du secteur de l'éducation. Ces changements de présentation sont neutres sur le plan financier.

3 La taxe sur la bière et le vin remplace les droits réduits sur la bière et le vin (-343 millions de dollars), et les taxes de vente réduites sur l'alcool (-71 millions de dollars). Il n'y a aucun nouveau revenu net pour la province.

TOTAL DES CHARGES

(en millions de dollars)		2010-2011		
	Chiffres provisoires 2009-2010	Plan budgét.	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Charges des ministères				
Affaires autochtones	69,0	75,5	75,5	–
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales[1]	1 141,4	1 288,1	1 288,1	–
Procureur général	1 605,6	1 709,8	1 709,8	–
Commission de régie interne	195,0	195,0	195,0	–
Services à l'enfance et à la jeunesse	4 455,7	4 667,3	4 666,5	(0,9)
Affaires civiques et Immigration	104,3	112,4	112,4	–
Services sociaux et communautaires	8 673,3	9 263,2	9 263,2	–
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 257,7	2 690,6	2 690,6	–
Services aux consommateurs	54,4	60,0	60,0	–
Développement économique et Commerce	262,3	349,8	349,8	–
Éducation[1]	20 636,4	21 363,7	21 364,6	0,9
Énergie et Infrastructure[1]	369,5	683,3	683,3	–
Environnement[1]	362,4	383,0	383,0	–
Bureaux du corps exécutif	35,6	33,1	33,1	–
Finances[1]	555,7	652,0	652,0	–
Office des affaires francophones	5,1	5,1	5,1	–
Services gouvernementaux[1]	1 230,8	1 102,4	1 102,4	–
Santé et Soins de longue durée	43 083,1	45 352,4	45 352,4	–
Promotion de la santé[1]	380,9	408,7	408,7	–
Travail	183,6	192,2	192,2	–
Affaires municipales et Logement[1]	693,0	686,4	686,4	–
Richesses naturelles	624,2	600,1	600,1	–
Développement du Nord, Mines et Forêts	637,6	857,3	857,3	–
Recherche et Innovation[1]	343,8	411,5	411,5	–
Revenu[1]	1 161,8	1 003,8	1 003,8	–
Tourisme et Culture	684,0	715,1	715,1	–
Formation, Collèges et Universités[1]	6 663,4	7 147,2	7 147,2	–
Transports[1]	2 110,0	2 294,6	2 294,6	–
Intérêt sur la dette[2]	8 930,0	9 961,2	9 961,2	–
Autres[1]	10 229,3	12 767,0	12 767,0	–
Économies de fin d'exercice[3]	–	(1 174,5)	(1 174,5)	–
TOTAL DES CHARGES	**117 738,8**	**125 857,3**	**125 857,3**	**–**

1 Le détail des autres charges des ministères se trouve dans le tableau intitulé Autres charges.

2 L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 109 millions de dollars en 2009-2010 et à 212 millions de dollars en 2010-2011.

3 Comme par les années passées, les économies de fin d'exercice témoignent de la sous-utilisation prévue des fonds traditionnellement constatée en fin d'exercice et attribuable à différents facteurs comme les économies réalisées dans les programmes ou encore des modifications au démarrage ou aux plans de mise en œuvre de projets.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

AUTRES CHARGES

(en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2009-2010	2010-2011 Plan budgét.	2010-2011 Perspect. actuelles	2010-2011 Variation en cours d'exercice
Charges des ministères				
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	842,1	1 898,0	1 898,0	–
Aide de durée limitée	28,5	9,0	9,0	–
Éducation				
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario[1]	255,0	525,0	525,0	–
Énergie et Infrastructure				
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	–	200,0	200,0	–
Environnement				
Investissements ponctuels	36,5	–	–	–
Finances				
Aide ponctuelle au secteur de l'automobile[2]	4 000,0	–	–	–
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	782,9	645,5	645,5	–
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement	50,0	1 840,4	1 839,4	(1,0)
Fonds de garantie des prestations de retraite	500,0	–	–	–
Achats d'électricité	1 436,0	1 385,0	1 385,0	–
Services gouvernementaux				
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	917,0	1 102,0	1 102,0	–
Promotion de la santé				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	47,8	345,1	345,1	–
Affaires municipales et Logement				
Investissements de durée limitée – Logement social et abordable municipal	585,3	659,3	659,3	–
Aide ponctuelle	–	–	1,0	1,0
Recherche et Innovation				
Investissements ponctuels	5,0	–	–	–
Revenu				
Soutien de transition au titre de la taxe de vente harmonisée	–	3 200,0	3 200,0	–
Formation, Collèges et Universités				
Investissements de durée limitée	553,5	957,7	957,7	–
Transports				
Investissements ponctuels dans les transports en commun et l'infrastructure	189,7	–	–	–
Total des autres charges	**10 229,3**	**12 767,0**	**12 767,0**	**–**

1 Les chiffres tiennent compte des recommandations du CCSP concernant la passation en charges des cotisations aux régimes de retraite. Les cotisations de contrepartie de l'Ontario au régime ont atteint 1 245 millions de dollars en 2009-2010 et seront de 1 307 millions de dollars en 2010-2011.

2 Tient compte de l'incidence financière prévue de l'aide de 4,8 milliards de dollars accordée par l'Ontario au secteur automobile.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

DÉPENSES LIÉES À L'INFRASTRUCTURE EN 2010-2011

(en millions de dollars)		Prévisions actuelles 2010-2011		
Secteur	**Dépenses totales liées à l'infrastructure – Chiffres provisoires 2009-2010**	**Investissement dans les immobilisations corporelles**	**Transferts et autres dépenses liés à l'infrastructure[1]**	**Dépenses totales liées à l'infrastructure**
Transports				
Transport en commun	1 941	1 381	355	1 735
Agrandissement du réseau routier / Voies réservées aux véhicules multioccupants	873	1 018	–	1 018
Réfection des routes et des ponts	922	1 017	–	1 017
Autres – transports[2]	773	1 022	117	1 139
Santé				
Hôpitaux	2 306	2 065	10	2 075
Autres – santé	299	311	143	454
Éducation – conseils scolaires	1 731	1 657	–	1 657
Postsecondaire				
Collèges	146	146	–	146
Universités	83	–	98	98
Eau / Environnement	505	41	306	348
Infrastructure municipale et locale	464	34	493	527
Justice	271	641	29	670
Autre	760	697	384	1 082
Investissements de stimulation à court terme	1 627	697	3 679	4 376
Total partiel	**12 702**	**10 728**	**5 614**	**16 342**
Moins : contributions d'autres partenaires[3]	514	464	–	464
Total sans les contributions des partenaires	**12 188**	**10 264**	**5 614**	**15 878**
Moins les transferts[4]	1 120	487	2 179	2 666
TOTAL DES DÉPENSES PROVINCIALES[5]	**11 068**	**9 776**	**3 435**	**13 212**

1 Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités, et en dépenses pour la réparation de biens d'immobilisation. Ces montants sont inclus dans les charges totales de la province.

2 Le poste Autres – transports englobe les activités de planification, l'acquisition de biens-fonds, les aires de service des autoroutes et d'autres programmes d'infrastructure (p. ex., routes municipales/locales et aéroports éloignés).

3 Contributions de tiers aux investissements dans les immobilisations effectués dans les secteurs consolidés (écoles, collèges et hôpitaux).

4 Représentent pour la plupart des transferts du gouvernement fédéral aux fins d'investissements dans les immobilisations.

5 Le total des dépenses provinciales liées à l'infrastructure comprend des investissements de 8,5 milliards de dollars dans les immobilisations en 2009-2010.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2010-2011

PROGRAMME DE LA PROVINCE ET DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO
(en millions de dollars)

		2010-2011		
	Chiffres provisoires 2009-2010	Plan budgét.	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Déficit / (Excédent)	21 330	19 690	19 677	(14)
Investissement dans les immobilisations corporelles	8 515	9 776	9 776	–
Redressements sans effet sur la trésorerie	(600)	(1 700)	(1 700)	–
Prêts / Investissements nets	1 253	1 900	1 900	–
Dette arrivant à échéance	14 593	15 573	15 579	6
Rachats de titres de créances	364	367	367	–
Total – Exigences en matière de financement	**45 455**	**45 608**	**45 600**	(8)
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(1 087)	(800)	(800)	–
Diminution / (Augmentation) des emprunts à court terme	(6 038)	(1 600)	(1 600)	–
Augmentation / (Diminution) de la trésorerie et des équivalents	5 478	(3 478)	(3 470)	8
TOTAL DES BESOINS D'EMPRUNT À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS	**43 809**	**39 730**	**39 730**	**–**

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

MISE À JOUR SUR LES EMPRUNTS (AU 30 JUIN 2010)
(en milliards de dollars)

	Contractés	Restants	Total
Province	13,9	25,1	39,0
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	0,1	0,6	0,7
TOTAL	**14,0**	**25,7**	**39,7**

- Au 30 juin 2010, 14,0 milliards de dollars avaient été empruntés à long terme sur les marchés publics :

	(en milliards de dollars)
Obligations d'épargne de l'Ontario	1,1
Émissions sur le marché canadien	5,2
Émissions sur le marché international / américain / autres	7,7
	14,0

- À l'heure actuelle, les emprunts à long terme en 2010-2011 sont estimés à 39,7 milliards de dollars, ce qui est conforme aux prévisions budgétaires de 2010.

- La hausse de 6 millions de dollars de la dette arrivant à échéance découle de l'incidence des opérations de change sur la dette de la province.